

P028-20201002-Obligation du port de masque-Dreuxagglô

ARRÊTÉ

**imposant le port du masque pour les personnes de onze ans et plus
dans l'espace public ou lieu ouvert au public sur les communes de :**
- Dreux
- Vernouillet

*La Préfète d'Eure-et-Loir,
Officier de l'ordre national du mérite*

Vu le code la santé publique, notamment son article L.3136-1 ;

Vu la loi n°2020-856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire, et notamment son article 1er ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du Président de la République en date du 30 octobre 2019 portant nomination de Madame Fadela BENRABIA en qualité de Préfète du département d'Eure-et-Loir ;

Vu le décret n°2020-860 du 10 juillet 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prolongé ;

Vu l'arrêté préfectoral n°P028-20200820-Obligation du port de masque-Dreux1 du 21 août 2020 portant obligation du port du masque pour les personnes de onze ans et plus sur les marchés de plein air de la commune de Dreux ;

Vu l'arrêté préfectoral n°P028-20200820-Obligation du port de masque-Vernouillet1 du 21 août 2020 imposant le port du masque pour les personnes de onze ans et plus sur les marchés de plein air de la ville de Vernouillet ;

Considérant que l'Organisation Mondiale de la Santé a déclaré, le 30 janvier 2020, que l'émergence d'un nouveau coronavirus (Covid-19) constitue une urgence de santé publique de portée internationale ;

Considérant le caractère pathogène et contagieux du virus SARS-Cov-2 ;

Considérant la situation épidémiologique dans le département de l'Eure-et-Loir, le caractère actif de la propagation du virus SARS-Cov-2 et ses effets en terme de santé publique ;

Considérant qu'aux termes des dispositions du II de l'article 1^{er} du décret n°2020-860 susvisé : « Dans les cas où le port du masque n'est pas prescrit par le présent décret, le préfet de département est habilité à le rendre obligatoire, sauf dans les locaux d'habitation, lorsque les circonstances locales l'exigent » ;

Considérant que l'agence régionale de santé Centre-Val de Loire recommande d'imposer le port du masque pour réduire la circulation du virus et éviter la diffusion de l'épidémie dans la population générale, tant dans les établissements clos recevant du public (ERP) que dans l'espace public caractérisé par une forte concentration de population ;

Considérant l'urgence et la nécessité qui s'attachent à la prévention de tout comportement de nature à augmenter ou à favoriser les risques de contagion, en particulier dans l'espace public à forte fréquentation et, par suite, propices à la circulation du virus ; qu'en outre, une hausse des contaminations et un afflux massif de patients seraient de nature à détériorer les capacités d'accueil du système médical départemental ;

Considérant que l'intérêt de la santé publique justifie de prendre des mesures proportionnées aux risques encourus et appropriées aux circonstances afin de prévenir et limiter les conséquences et les menaces possibles sur la santé de la population ;

Considérant qu'il appartient au préfet de prévenir les risques de propagation des infections par des mesures adaptées, nécessaires et proportionnées ;

Considérant que le port du masque obligatoire, pour les personnes de onze ans et plus, constitue une mesure de nature à limiter le risque de circulation du virus dans l'espace public caractérisé par une forte concentration de personnes; qu'il y a lieu de le rendre obligatoire dans les espaces publics favorisant la concentration de population en raison de la nature de ces espaces ou de l'activité qui s'y déploie ;

Considérant que, nonobstant les mesures nationales imposant le port du masque dans certains établissements recevant du public, les différentes campagnes de dépistage organisées en Eure-et-Loir démontrent un taux d'incidence des cas testés positifs qui demeure à un niveau supérieur au seuil de vigilance de 10 pour 100 000 cas et proche du seuil d'alerte de 50 pour 100 000 cas, puisqu'il est de 47,7 pour la semaine 38 ; que l'évolution de ce taux caractérise une vulnérabilité élevée du département de l'Eure-et-Loir et particulièrement des villes de Dreux et Vernouillet qui, à elles seules comptabilisent une part importante de la population du département, ce qui rend nécessaire l'édiction de nouvelles mesures de prévention dans ces communes ;

Considérant la proximité du département de l'Eure-et-Loir avec de nombreux départements classés en zone alerte ;

Sur proposition de la Sous-préfète, directrice de cabinet ;

Arrête

Article 1^{er} : À compter du samedi 3 octobre 2020 jusqu'au dimanche 18 octobre 2020 inclus, de 6h00 à 00h00, le port du masque est obligatoire dans l'espace public (voie publique, espaces publics de plein air) pour toute personne âgée de onze ans et plus sur l'ensemble du territoire des communes suivantes :

- Dreux
- Vernouillet.

Article 2 : L'obligation du port du masque prévue par l'article 1^{er} ne s'applique pas aux personnes en situation de handicap munies d'un certificat médical justifiant de cette dérogation et qui mettent en œuvre la distanciation physique prescrite par l'article I du décret du 10 juillet 2020 susvisé et les mesures sanitaires, définies par son annexe 1, de nature à prévenir la propagation du virus.

Article 3 : L'obligation du port du masque prévue au présent arrêté ne s'applique pas pour la pratique des activités sportives.

Article 4 : Les arrêtés préfectoraux n°P028-20200820-Obligation du port de masque-Dreux1 du 21 août 2020 et P028-20200820-Obligation du port de masque-Vernouillet1 du 21 août 2020 sont abrogés.

Article 5 : Conformément aux dispositions du VII de l'article 1^{er} de la loi n°2020-856 du 9 juillet 2020 susvisée, la violation des mesures prévues par le présent arrêté est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la 4^{ème} classe et, en cas de récidive dans les quinze jours, d'une amende prévue pour les contraventions de 5^{ème} classe ou en cas de violation à plus de trois reprises dans un délai de trente jours, de six mois d'emprisonnement et de 3750 € d'amende, ainsi que de la peine complémentaire de travail d'intérêt général.

Article 6: La Sous-préfète, Directrice de Cabinet, le sous-préfet de l'arrondissement de Dreux, le Directeur départemental de la sécurité publique d'Eure-et-Loir, les maires des communes de Dreux et Vernouillet sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture d'Eure-et-Loir et dont un exemplaire sera transmis, sans délai, au procureur de la République près le tribunal judiciaire de Chartres.

Fait à Chartres le

- 1 OCT. 2020

La Préfète,


Fadela BENRABIA

Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publication du présent acte, les recours suivants peuvent être introduits, conformément aux dispositions de l'article R. 421-2 du code de justice administrative :

- un recours gracieux, adressé à : Madame la Préfète – Place de la République – CS 80537 – 28019 CHARTRES CEDEX
- un recours hiérarchique, adressé au(x) ministre(s) concerné(s) ;

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

- un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif : 28, rue de la Bretonnerie 45057 Orléans cedex 1

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr